

relance économique que le gouvernement a annoncé dans l'exposé économique de novembre 1984. Depuis les élections, on a créé 574,000 emplois. Cette nouvelle ne fera sans doute pas l'affaire des prophètes de malheur qui sont à ma droite.

● (1110)

En outre, les données sur l'emploi révèlent que, en avril, le taux de chômage est tombé à un niveau incroyable, à Toronto, soit 5.3 p. 100. Tandis que les députés d'Opposition poussent les hauts cris . . .

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Soixante secondes.

M. Pennock: . . . attaquent des témoins et menacent des ministres . . .

M. le Président: Le député de Davenport.

* * *

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE—ON DEMANDE L'ADOPTION D'UNE POLITIQUE EXÉCUTOIRE EN MATIÈRE DE NORMES

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, la détection d'iode 131 dans l'eau de pluie au Canada nous rappelle inmanquablement la catastrophe de Tchernobyl et l'urgente nécessité de réglementer l'exploitation des 374 réacteurs nucléaires en activité dans 26 pays.

Les pays qui produisent de l'énergie nucléaire ont des devoirs envers leurs voisins et la communauté internationale. Il faut donc protéger la santé humaine en imposant des normes de sécurité internationales que l'Agence internationale de l'énergie atomique serait chargée de faire respecter. Cet organisme a établi des codes de sécurité, mais n'est pas habilité à les faire observer.

L'opposition demande donc au gouvernement d'agir promptement en proposant une politique internationale exécutoire en matière de normes et d'inspections à l'intention de ces 26 pays qui exploitent, ensemble, 374 réacteurs nucléaires actuellement.

* * *

LES PARTIS POLITIQUES

LES NOMBREUX SIÈGES REMPORTÉS PAR LES NÉO-DÉMOCRATES DANS LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES EN ALBERTA

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, bon nombre d'Albertains ont décidé hier soir de tanner le cuir au quart-arrière. Je tiens à féliciter Ray Martin et les néo-démocrates d'avoir remporté 16 sièges à la faveur de la reconquête néo-démocrate de l'Ouest. Je crois qu'un régime plus pluraliste sera bon à long terme pour l'Alberta.

Je tiens à dire à Jamie Lamb et Jeffrey Simpson, et autres soi-disant commentateurs qu'ils n'ont pas l'air bien brillants aujourd'hui. Je tiens à remercier spécialement le député de

Article 21 du Règlement

Bow River (M. Taylor) dont l'intervention à la Chambre la semaine dernière nous a stimulés et nous a fait accroître notre représentation en Alberta de plus de 800 p. 100 . . . mieux que ce que promet la Bible. Je trouve très ironique qu'on aille dire maintenant en Colombie-Britannique que les hordes socialistes s'en viennent. D'où ça? D'Alberta, bien sûr!

* * *

[Français]

L'AGRICULTURE

LA NÉCESSITÉ POUR TOUS LES CANADIENS ET TOUTES LES CANADIENNES DE FAIRE LEUR PART POUR RÉDUIRE LE DÉFICIT

M. Michel Champagne (Champlain): Monsieur le Président, je voudrais souligner que les producteurs laitiers du Canada ont fait, jusqu'à maintenant, leur large part pour aider notre gouvernement à réduire le déficit.

Même si ce n'est pas toujours facile dans les faits, il n'en demeure pas moins qu'ils ont assumé leurs responsabilités envers le peuple canadien, et nous sommes fiers d'eux.

Cependant, nous ne pouvons pas dire la même chose des «transformateurs» laitiers. En effet, ils s'appêtent à refiler leurs responsabilités, face au déficit, à l'ensemble des consommateurs du pays.

Je ne peux pas accepter que les familles canadiennes aient à subir une augmentation du prix du beurre parce que les «transformateurs» laitiers en ont décidé ainsi.

Chaque Canadien et chaque Canadienne font leur part pour réduire le déficit et je m'engage à dénoncer fermement ceux qui manqueraient à l'appel, cela inclut bien entendu les «transformateurs» laitiers.

* * *

[Traduction]

LES BANQUES

L'ASSOCIATION CANADIENNE DES PAIEMENTS—LA RÉUSSITE DU SYSTÈME DE COMPENSATION

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, après des consultations sérieuses avec les représentants du monde financier, le Parlement a adopté en décembre 1980 la Loi sur l'Association canadienne des paiements qui portait que cette nouvelle association devait établir et mettre en oeuvre un système national de compensation et de règlement et planifier le développement du système national de paiement.

J'ai aujourd'hui le plaisir de signaler que l'association, qui compte aujourd'hui plus de 120 membres, est apparemment une grande réussite. Actuellement, le système traite chaque année un volume d'environ 1.7 milliards d'instruments de paiements pour une valeur totale de près de 8.4 trillions de dollars. D'autres pays étudient notre système en vue d'améliorer le leur.